

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 13 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



SERIPHARM
rue Démocrite
Technopole Université
72000 Le Mans

Références : 2023-162_INSP_SERIPHARM (Axplora) – Le Mans_RAP

Code AIOT : 0006301726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SERIPHARM implanté Technopole Université Rue démocrite 72000 Le Mans. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2023-0004 du 16 janvier 2023 dans le cadre de la première échéance prévue par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIPHARM
- Technopole Université Rue démocrite 72 000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est un établissement de production pharmaceutique, synthétisant des principes hautement actifs pour le traitement de cancers. En vue des opérations de synthèse organique, il dispose de stockages importants de liquides inflammables.

Le site est réglementé par les dispositions des arrêtés préfectoraux n°980-2720 du 13 juillet 1998 et n°2016-0498 du 09 septembre 2016. Le site comporte des installations de stockage de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées et du régime de l'enregistrement.

Ce classement fait suite à l'entrée en vigueur du décret n°2014-285 qui a créé la rubrique 4331. Les installations de l'exploitant relevaient précédemment des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Ces dispositions antérieures continuent de s'imposer à l'exploitant, via l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 à défaut d'un autre choix de dispositions par l'exploitant.

Les précédentes inspections ont identifié plusieurs non-conformités concernant le respect de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Par arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2023, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, relatif à la défense contre l'incendie.

Toutefois, l'article 1 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 laisse plusieurs possibilités pour appliquer d'autres dispositions que celles de l'article 43 du 03 octobre 2010, avec des délais quant à ces choix. Il a donc été inclus dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure, une échéance afin que l'exploitant se positionne vis-à-vis de ces choix. Cette échéance était fixée au 31 mars 2023.

Il s'agit de l'objet principal de la présente inspection.

D'autres points sont également inclus comme la vérification des installations électriques et la bonne adéquation du matériel ATEX.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 ;
- Suivi des installations électriques de l'établissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A Arrêté préfectoral du 13 juillet 1998, article 8.1.4	/	Sans objet
5	Matériel électrique dans les locaux à risques d'incendie ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 Arrêté préfectoral du 13 juillet 1998, article 8.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 28/03/2023, article R.181-47 I et II	/	Sans objet
2	Modification des installations	Code de l'environnement du 28/03/2023, article R.181-46	/	Sans objet
3	Arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/01/2023, article 1	/	Sans objet
6	Point de la précédente inspection – Protection contre la foudre	Autre du 13/10/2022, article Point n°10	/	Sans objet
7	Point de la précédente inspection – Contrôle des têtes de sprinklage	Autre du 13/10/2022, article Point n°11	/	Sans objet
8	Contrôle des poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 09/09/2016, article 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection l'exploitant a indiqué son souhait de rester dans le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées. Il a indiqué sa volonté d'entrer dans le champ prévu par l'article 1-III-C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Cela revient à remplacer les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 par celles des articles 14,44 à 52,58 et 59 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Un courrier en ce sens a été adressé à la préfecture de la Sarthe. **L'exploitant a respecté la première échéance de son arrêté préfectoral de mise en demeure. Il est nécessaire que celui-ci valide la conformité aux dispositions choisies d'ici au 31 décembre 2023.**

La présente inspection a également permis à l'exploitant de faire part de ses projets de modification de ses installations qui nécessiteront la réalisation d'un porter à connaissance, notamment pour celle impactant directement la rubrique pour laquelle l'exploitant est classé IED.

Il a également été constaté certains points spécifiques (installations électriques ; matériel ATEX), nécessitant des actions de la part de l'exploitant. **Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de proposer un plan d'action concernant ces points sous un délai inférieur à 1 mois à compter de la transmission du présent rapport.**

Le rapport comporte cinq demandes rappelées dans les fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/03/2023, article R.181-47 I et II
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. Constats : De récents changements dans l'organisation du groupe ont conduit l'exploitant à communiquer sous le nom d'AXPLORA. Celui-ci indique que la société exploitant les installations classées reste la société SERIPHARM (SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE EN INGÉNIERIE PHARMACEUTIQUE). En l'absence de changement de société et donc de numéro de SIREN de l'exploitant, il n'y a pas lieu pour l'exploitant de procéder à une déclaration de changement d'exploitant. La situation de ce dernier est donc conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/03/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification

rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122-1-1, de l'article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats : Lors de l'inspection l'exploitant a fait part de deux projets sur son site.

Le premier concerne une extension des bureaux pour lequel il est prévu de déposer un permis de construire. Lors de l'inspection il est constaté que la construction de ces nouveaux bureaux impliquera le déplacement d'une vanne de sectionnement du site destinée à assurer le confinement du site. Ce projet n'entre pas dans le champ de la rubrique n°1 de l'annexe au R.122-2 et n'est a priori pas concerné par d'autres rubriques de cette nomenclature. Dans ces conditions ce projet n'est pas concerné par la réalisation d'un cas par cas.

Demande n°01 : Afin qu'en cas de consultation sur le permis de construire l'inspection soit informée de ces évolutions, il a été indiqué à l'exploitant de transmettre un courrier concernant ce projet à M. le Préfet de la Sarthe en explicitant ses principales caractéristiques (plans, dimensions...) et le cas échéant leurs éventuels impacts vis-à-vis des installations classées.

Le second projet de modification de ses installations consiste en la création d'un nouvel atelier dans le bâtiment E, appelé le projet HIPHOP. La création de ce nouvel atelier entre dans le champ de la rubrique 3450 de la nomenclature des installations classées (Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires). Ce projet est à horizon d'une année. La rubrique 3450 de la nomenclature des installations classées est une rubrique sans seuil, il en résulte que le projet ne serait pas soumis au cas par cas prévu à l'article R.122-3 ; celui-ci n'entrant pas dans le champ de l'annexe au R.122-2 du code de l'environnement.

Demande n°02 : pour ce projet, il est demandé à l'exploitant de procéder à un porter à connaissance dans le cadre des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement avec l'ensemble des éléments d'appréciation du projet (description des impacts éventuels ; étude vis-à-vis des BREFS applicables...). Ces éléments permettront au Préfet de la Sarthe de juger de la substantialité de ces modifications.

Observations : Pour toute modification de ses installations et les procédures applicables, l'exploitant peut se référer à la note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/01/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Textes liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« La Société SERIPHARM, exploitant des installations de fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires, en mettant en œuvre des liquides inflammables répertoriés sous la rubrique 4331, sur son site situé rue Démocrite sur la commune du Mans, est mise en demeure de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de respecter les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 : <p>1 – soit en procédant, au plus tard au 31 décembre 2023, à la réduction de ses capacités au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées afin de ne plus relever du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique, le cas échéant en mettant en place des niveaux de sécurité sur les réservoirs, comme précisés par les articles 2 des arrêtés ministériels du 1er juin 2015 et du 3 octobre 2010, pour définir leur capacité de stockage ;</p> <p>2 – soit en procédant, à la mise en œuvre des dispositions de l'article 1-III-C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ;</p> <p>3 – soit en procédant à compter de la notification du présent arrêté, à la mise en œuvre des dispositions de l'article 1-III-E de l'arrêté du 1er juin 2015, consistant pour les installations existantes, à respecter les dispositions applicables aux installations nouvelles, hormis celles des articles 2 bis, 5, 11, 14, 22 et 23 dont les modalités sont définies à l'annexe VII de ce même arrêté ;</p> <p>4 – soit en procédant à la mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, en procédant à la mise à jour de sa stratégie de défense incendie, au plus tard au 31 décembre 2023, et en procédant à la mise en conformité des installations vis-à-vis de ces dispositions et notamment des articles 43-3-2 (justification des moyens en eau et émulseurs par rapport aux scénarios retenus) et 43-3-8 (moyens de secours des groupes moto-pompes), au plus tard le 31 décembre 2024 ;</p> <p>L'exploitant indique son choix entre les options 1, 2, 3, et 4 au plus tard le 31 mars 2023. Dans le cas des options 1, 2, et 3 qui conduisent à changer les dispositions applicables aux installations, l'exploitant justifie du respect des dispositions choisies au plus tard le 31 décembre 2023.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5- de respecter, au plus tard au 31 décembre 2024, les dispositions des articles 8.2.6. et 8.2.111 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 en procédant à la mise en œuvre des actions correctives afin que les installations de sprinklage soient conformes à un référentiel en vigueur. »
<p>Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis une étude en date du 13 mars 2023. Cette étude, demandée par l'exploitant, a pour but de lui permettre de faire un choix sur les dispositions applicables.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les quantités de liquides inflammables sur son site étaient inférieures à 50 tonnes au titre de la rubrique 4331. Lorsqu'il est pris en compte les liquides inflammables non-classés directement au titre de la rubrique 4331, en raison des règles de priorité de classement, l'exploitant indique être inférieur à 100 tonnes.</p> <p>En pratique, l'exploitant apparaît donc disposer de quantités présentes inférieures à 100 tonnes. Toutefois, si l'on prend en considération la capacité des réservoirs, au sens de la définition indiquée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, alors l'exploitant est susceptible de disposer de plus de 100 tonnes simultanées. L'exploitant indique qu'il est nécessaire, pour son activité, de disposer de plus de 100 tonnes de capacités et indique ne pas souhaiter redescendre en-deça des seuils du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331.</p> <p>Dès lors l'exploitant reste soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Il fait part de sa volonté de respecter les dispositions de l'article 1-III-C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.</p>

Ce choix a été formulé par courrier en date du 28 mars 2023 à l'attention de M. le Préfet de la Sarthe.

Il est constaté que l'exploitant a respecté la première échéance de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023. La seconde échéance mentionnée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure est prévue au 31 décembre 2023 afin que l'exploitant justifie du respect des nouvelles dispositions applicables.

Concernant le point n°5 relatif au respect des dispositions des articles 8.2.6. et 8.2.11 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998, l'exploitant dispose d'un délai allant jusqu'au 31 décembre 2024. Ce sujet est parallèle, tout en étant intriqué avec la défense incendie relative aux liquides inflammables.

Observations : Pour rappel, les dispositions de l'article 1-III-C sont les suivantes :

« C.-Pour les installations existantes soumises aux dispositions techniques de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant peut opter pour le respect des dispositions des articles 14,44 à 52,58 et 59 du présent arrêté en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010. L'exploitant informe le préfet du choix réalisé avant le 1er janvier 2023.

L'annexe IX définit les modalités particulières d'application des prescriptions applicables aux stockages au sein de ces installations en lieu et place des articles 19 à 21 et 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié et, le cas échéant, de l'article 14 du présent arrêté.

L'article 9 du présent arrêté est applicable selon les modalités décrites dans cet article. »

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des installations électriques

Références réglementaires :

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Arrêté préfectoral du 13 juillet 1998, article 8.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Disposition applicable à compter du 1^{er} juillet 2023 au titre de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :

« A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. »

Disposition de l'article 8.1.4. de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 :

« Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenus en bon état. Les rapports de

<i>visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
<p>Constats : Lors de l'inspection l'exploitant présente les rapports de vérification des installations électriques de l'établissement réalisé au titre du code du travail. Ces contrôles ont été réalisés en mai 2022. Pour une même année, il est réalisé un ou plusieurs rapports de contrôle par bâtiments. Les documents de vérification sont accompagnés d'un document Q18 afin de juger s'il est présent des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'ensemble des non-conformités relevées au titre du code du travail fait l'objet d'un tableau de suivi élaboré par l'organisme en charge du contrôle. Les non-conformités électriques font l'objet d'un classement par ordre de priorité. Il est présent 395 non-conformités au titre du code du travail, dont 18 sont relevées au titre des documents Q18 comme pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Certaines de ces non-conformités concernent du matériel ATEX.</p> <p>110 non-conformités sont indiquées avec une action réalisée en 2022 ou en 2023. Cela concerne principalement les non-conformités classées en priorités n°1 et n°2. Par contre 10 non-conformités sur 18, relevées dans les Q18, n'ont pas fait l'objet d'une action. Celles non-réalisées présentent pour la plupart une priorité plus basse (niveau 3).</p> <p>Il est constaté la mise en place d'actions correctives sur les priorités qui étaient classées en 1 et en 2. Cependant, le classement des priorités semble avoir été réalisé au titre de la protection des travailleurs et ne pas tenir compte des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Il est considéré que l'exploitant a mis en place un programme de maintenance visant à résorber les non-conformités électriques par ordre de priorité. Toutefois, l'absence de mise en place de mesures correctives sur l'ensemble des points pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion, qui sont mentionnés dans le Q18, constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté du 13 juillet 1998. Ces non-conformités peuvent en effet entraîner des risques des feux d'origine électrique.</p> <p>Demande n°03 : Il est demandé à l'exploitant de traiter les non-conformités électriques pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion comme des priorités n°1. Ceci lui permettra de respecter les dispositions de l'article 66-A qui lui seront opposables à compter du 1^{er} juillet 2023 et qui prévoient installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Matériel électrique dans les locaux à risques d'incendie ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 Arrêté préfectoral du 13 juillet 1998, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – Zones ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 65 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 : <i>« Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. »</i> Article 8.1.4. de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 : <i>« Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenus en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : Lors de l'inspection trois rapports de vérification de sécurité des installations électriques en zone ATEX sont présentés pour les bâtiments A, E et F. Ces rapports consistent en la vérification de l'adéquation d'équipements par rapport aux zones ATEX et ont été réalisés respectivement les 24 mai 2022 ; 21 avril 2022 et 23 mai 2022. Pour le bâtiment A, il est fait état de 30 écarts. Pour le bâtiment E, il est fait état de 27 écarts. Pour le bâtiment F, il est fait état de 24 écarts. La typologie des écarts est variée et concerne des problématiques d'identification ; d'absence de notice ; d'absence de justification de certaines catégories... Il est également fait référence à des problématiques plus spécifiques concernant l'absence de liaison équipotentielle ; de matériel non-adapté au zonage ; de liaisons de terre défectueuses ; de présence de conduites non-autorisées en zone ATEX ; de câbles détériorés... Lors de l'inspection, il est indiqué que des actions spécifiques ont été réalisées vis-à-vis de certaines des non-conformités qui y sont mentionnées. Il n'a cependant pas été présenté de tableau de suivi de ces non-conformités permettant de suivre les actions réalisées. Certaines de ces actions sont également relevées pour le contrôle des installations électriques au titre du code du travail. L'absence de matériels ATEX adéquats dans les zones qui ont été définies par l'exploitant constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et de l'article 8.1.4. de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998. Demande n°04 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'action en veillant à prioriser les non-conformités mentionnées dans les rapports relatifs à l'adéquation du matériel en zone ATEX et de préciser quels sont les éléments qui ont déjà fait l'objet action corrective de sa part en retour de la transmission du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Point de la précédente inspection – Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Autre du 13/10/2022, article Point n°10
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation du carnet de bord
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Remarque formulée dans le cadre du précédent rapport : <i>« La date du DOE (dossier d'ouvrage exécuté), finalisant les travaux réalisés par INDELEC, est à mentionner dans le carnet de bord, ainsi que les rapports initial et complémentaires justifiant de la mise en conformité des installations de protection contre les effets directs et indirects de la foudre »</i>
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté l'actualisation du carnet de bord, par rapport aux remarques émises lors du précédent contrôle. Ce point ne fait pas l'objet d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Point de la précédente inspection – Contrôle des têtes de sprinklage

Référence réglementaire : Autre du 13/10/2022, article Point n°11
Thème(s) : Risques accidentels, Buses de sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Remarque formulée dans le cadre du précédent rapport : <i>« Le test a permis de visualiser un débit non uniforme au niveau des têtes de sprinklage, en particulier, avec une tête perfectible. L'exploitant est invité à faire réaliser un contrôle de fonctionnement des têtes de chaque réseau de sprinklage. »</i>
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté la demande d'intervention pour le nettoyage des têtes de sprinklage, en date du 13 décembre 2022. Le nettoyage des têtes a été réalisé le 23 décembre 2023. Celles-ci ont été testées le 08/02/2022. Ce point ne fait pas l'objet d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2016, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois poteaux incendie sur le réseau public, et un poteau privatif situé à moins de 100 m du bâtiment qui assure un débit de 124 m³/h, sont à disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant indique avoir procédé à un nouveau contrôle au titre de l'année 2023. Celui-ci présente la demande d'intervention en date du 13 mars 2023, pour une date d'intervention en date du 14 mars 2023. Le rapport n'était pas disponible le jour du contrôle.
Demande n°05 : Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de vérification des poteaux incendie réalisé au titre de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

